

En sous-effectif chronique, l'hôpital d'Aix frôle le burn-out

Le personnel de soins du centre hospitalier d'Aix-Pertuis s'est réuni pour dénoncer des conditions de travail "borderline"

J eudi, le rapport qu'a voulu cacher le Premier ministre sur le temps de travail réel des fonctionnaires n'a pas été digéré non plus au centre hospitalier intercommunal d'Aix-Pertuis. Selon Philippe Laurent, maire de Sceaux, son rapporteur, ils travailleraient au total 15 journées de moins que les salariés du privé. Mais face à la mobilisation nationale contre le projet de loi El Khomri, Manuel Valls a préféré reporter sa remise à plus tard...

"On le comprend, parce qu'à l'hôpital, c'est juste une insulte aux personnels soignants qui ne comptent pas leurs heures supplémentaires pour garantir un service public de qualité, accuse le secrétaire général de l'union locale FO d'Aix, René Sale. Ce que révèle ce rapport gênant, ce sont les vices cachés des projets du gouvernement pour la fonction publique : le non-paiement des heures sup' et la suppression de toutes les RTT !" Chiffre-masse estimé : 50 000, comme le total d'heures supplémentaires impayées à l'année pour les 2 500 personnels de soins du CHIAP.

En deux AG tenues par son syndicat coup sur coup - jeudi sur son site aixois, avenue des Tamamis, et hier sur celui du Jas de Bouffan, à l'Ehpad Roger-Duquesne -, la mobilisation contre un temps de travail "de plus en plus élastique mais de moins en moins reconnu" s'est élargie.

Dans le cadre du malaise social ambiant, l'occasion pour 300 soignants réunis de tirer la sonnette d'alarme. Diagnostic du "chaos sur l'autel de la rigueur budgétaire" à la clé.

DU CHT AU GHT : LE VIRUS ?

"Le personnel est fatigué et les patients sont en danger", résume René Sale, pour qui "face à des cadences infernales à tenir pour pouvoir couvrir le plus de lits possible, c'est le système de soins du



FO Santé a battu le rappel de ses adhérents et d'autres soignants du CHIAP ces deux derniers jours pour dénoncer un manque d'effectifs induit par le non-remplacement des arrêts maladie et un temps de travail de plus en plus long sans être payé plus pour autant. / PHOTO S.M.

pays d'Aix tout entier qui flirte avec le court-circuit en permanence. Comme si la direction attendait un scandale sanitaire pour réagir enfin..."

Le virus pour le syndicat majoritaire (47% en 2014, élu pour 4 ans) : l'organisation en Communauté hospitalière de territoire (CHT), depuis 2011. "Car ce démantèlement qui ne dit pas son nom a, sous prétexte de restructuration globale, contribué à réclamer encore plus de productivité aux personnels en poste avec moins d'effectifs répartis sur les services." La structure à l'étude au niveau de la Métropole Aix-Marseille Provence : le Groupement hospitalier de territoire (GHT), "promet de faire encore

plus des soignants une variable d'ajustement facile, en calquant l'hôpital public sur le fonctionnement du privé. Avec, au passage, de 300 à 400 postes supprimés au prix de l'équilibre des comptes, et une division en pôles de soins où chacun devra faire selon son propre rythme...", redoute le délégué FO du personnel.

ARRÊTS MALADIE : LE COUP DE LA PANNE

"Sauf que déjà maintenant, nous ne travaillons que sur un rythme, l'urgence", souffle Séverine Buschiazza, puéricultrice à la maternité d'Aix. Un service qui travaille "avec les moyens du bord" et une seule remplaçante pour trois postes, "à flux tendu".

Un rapport d'un titulaire pour trois arrêts maladie établi par le plan de gestion triennal fixé par le directeur, Joël Bouffières, pour suivre les préconisations du Copernico (Comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins), installé en juin 2013.

"Non seulement, de jour comme de nuit, on se retrouve dans ces cas extrêmes, à devoir faire tourner un service seuls, mais en plus on doit au quotidien travailler en aillant peut des défaillances des autres, déplore Denise Grégoire, aide-soignante à Pertuis. Ou, au mieux, on doit se satisfaire des intérimaires médicaux ou de contractuels en CDD qui ne restent parfois que trois jours

au mépris de la loi..."

Ce régime du coup de la panne permanent, le directeur du CHIAP l'assume : "Il n'y a pas qu'à l'hôpital d'Aix que les arrêts maladie ne sont pas systématiquement remplacés. En fonction de leur durée, on fait appel ou non à des personnels sur des contrats courts pour parer au plus pressé." "Le burn-out engendre le burn-out. C'est le cercle vicieux de la politique du chiffre adaptée aux soins", formule René Sale, décidé à planter une tente dans le hall du CHIAP en symbole de résistance, qui restera en place tant que la loi El Khomri ne sera pas abrogée. À la recherche du temps tout court. Cédric TORRÈS

LA LOI EL KHOMRI EN CASUS BELLI

Une intersyndicale contre la loi Travail dans la fonction publique hospitalière à Aix ? "Pas moyen", lâche Gérard Malventi, secrétaire départemental de la CFDT, syndicat d'un Laurent Berger qui a clamé qu'un recul du gouvernement serait "inacceptable". "Même si on dénonce les mêmes dérives du système public, on refuse d'attiser les peurs quitte à franchir la ligne rouge. Nous, on négocie depuis janvier et, plutôt que de tenter de bloquer le pays, on a préféré porter les intérêts de nos adhérents avec 280 propositions, dont une centaine ont été retenues... On se battra pour qu'elles aient bientôt force de loi." "Que la CFDT défende un texte qui va casser le Code du travail n'est pas étonnant : ils préfèrent être coté patrons qu'avec les salariés en lutte pour mieux négocier."



Gérard Malventi (CFDT) défend un projet de loi "négocié". / PHOTO OF

des postes après, rétorque René Sale pour FO. Mais on se bon espère qu'ils veulent se joindre à nous, quand ils

de cette réforme-là - faire primer accords de branche sur conventions collectives et briser de fait tous nos acquis sociaux depuis 50 ans et à quel point leur isolement est intenable dans la rue... Pour ça, encore faudrait-il qu'ils acceptent d'y descendre !" "L'hôpital d'Aix n'a pas vocation à être instrumentalisé sur une loi qui ne le concerne pas, comme l'ensemble des entreprises publiques d'ailleurs : oser mentir à des fins politiciennes, c'est se foutre de la gueule des personnels en leur faisant subir d'autres problèmes que ceux qu'ils ont déjà", tacle Gérard Malventi. En tout cas - CFDT hormise -, Solidaires, CGT, FSU, UNEF, FIDL, UNI, et FO donc, se réuniront lundi pour décider d'un "plan d'actions" qui pourrait vite se muer en barrages aux sorties d'Aix et aux Milles.



René Sale (FO) lutte, lui, pour son retrait pur et simple. / PHOTO S.M.

Le centre Roger-Duquesne résiste face au "non-sens des non-remplacements"

"Le directeur a annoncé 56 départs à la retraite cette année en suggérant qu'eux non plus ne seront pas remplacés. Ou par des contrats d'avenir sans aucune expérience du terrain, que l'État paie à 80% et l'hôpital à 20%... On ne sait pas où on va ni jusqu'où on ira, mais on y va tout droit", lâche désabusé un aide-soignant, hier à l'Ehpad du centre Roger-Duquesne, l'un des établissements rattachés au CHIAP, chemin de la Vierge Noire.

"On a réclamé que les emplois d'avenir restent plafonnés à 40 et ils sont déjà une bonne trentaine : la direction devra trouver une autre solution", lui répond René Sale face à la trentaine de personnels venus assister à l'AG, sur 98 en tout.

De 125 à 98 personnels en 35 ans

Un effectif qui, à la fondation de Duquesne en 1981 au Jas de Bouffan, atteignant les 125 infirmiers(e)s et aide-soignant(e)s - plus quatre médecins à demeure - pour être en mesure de soigner 160 personnes âgées dépendantes. Aujourd'hui, celles-ci représentent 180 lits dans ce centre dit "de moyens et longs séjours", soignés par un quart des effectifs en moins. "On va encore perdre du monde, mais il va falloir faire sans pendant quatre mois en croisant les doigts ! Comme si devoir nous occuper de dépendances de plus en plus lourdes plus les personnes vieillissent ne suffisait pas, il faut qu'on accepte de faire seuls le travail de trois personnes sous prétexte de se serrer la ceinture", tempête une infirmière.

Parmi les symptômes du mal, "la mise en place des 12 heures" en 2002 (via une dérogation par décret qui a permis d'augmenter la durée quotidienne de travail qui, normalement, ne peut excéder 9h pour les équipes de jour, 10h pour celles de nuit, NdR) continue de faire des ravages sur l'absentéisme, en plus des conditions de travail elles-mêmes", appuie Gérard Malventi de la CFDT. Un taux d'absentéisme estimé entre 9 et 13% par an au centre Roger-Duquesne. "Mais là juste-



Les soignants de l'Ehpad réclament le droit d'être relayés. / PHOTO PHILIPPE LAURENCON

ment au non-sens des non-remplacements, tonne René Sale. C'est le serpent qui n'en finit pas de se mordre la queue et ce sont toujours les agents qui trinquent..." De quoi les avoir convaincus de déployer une banderole à l'entrée de l'Ehpad pour dénoncer le manque d'effectifs.

Du jamais vu pour un établissement au calme et au vert, peu habitué à faire des vagues. Pourtant, cet "appel au secours affiché et assumé" n'a tenu que deux jours, "sans doute retiré au plus vite sur ordre la direction", ironise le secrétaire général de l'union locale de FO. En tout cas, parmi ceux qui l'ont écouté, une autre infirmière pousse le warning : "S'il faut faire grève contre la loi Travail et que ça peut nous aider à être entendus sur nos problèmes particuliers, aucun souci, on s'y mettra aussi !" "Achetez des casques !", prévient le délégué syndical. L'appel est lancé.

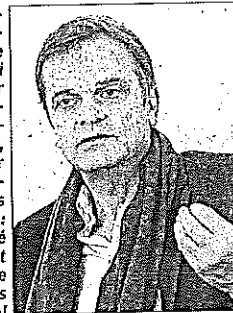
LA RÉACTION de Joël Bouffières directeur du CHIAP

"Travailler plus d'heures c'est préserver l'emploi"

"L'hôpital d'Aix a accusé un déficit de 6 M€ en 2015 sur un budget de 230 M€ sur lequel la masse salariale pèse à 70%. Or je n'ai pas touché à l'emploi, pour l'instant : au contraire, j'ai recruté 40 agents ! An passé pour remplacer les départs à la retraite", se défend Joël Bouffières, directeur du centre hospitalier d'Aix-Pertuis. Le non-remplacement des départs de l'année ? "C'est faux : sur les 56, j'en ai déjà remplacé la moitié, et les autres devraient suivre... FO le sait bien, mais se complait à diffuser des chiffres alarmistes. En vérité, l'hôpital d'Aix ne détruit pas de postes : il en crée encore chaque année."

"Et s'il comprend 'le ras-le-bol' des agents face à un travail épuisant", il cible l'État pour expliquer une politique de rigueur "assumée, parce qu'obligée", avec 4 M€ de dotations en moins en 2016.

Son exemple pour illustrer cette "nouvelle donne" : la réforme des urgences, d'où il ressort l'obligation de payer les heures supplémentaires des urgentistes au-delà des 39h qui en découlent : "Pour un coût annuel de 300 000 € à la charge de l'hôpital d'Aix sans être compensé par la finance publique." La base de travail de Joël Bouffières : un plan triennal drastique qui vise un "retour à l'équilibre" d'ici à 2019 et qui expliquerait les conditions de travail "borderline" dans les établissements qu'il dirige. "À notre époque, travailler plus d'heures, c'est préserver l'emploi, estime-t-il. Car si on ne joue pas sur le volume pour faire entrer plus de patients alors que l'État a baissé les tarifs sans contrepartie, jamais le déficit ne sera réduit sans licencier !" Dernier angle d'attaque : la lutte contre l'absentéisme. "Je ne veux pas empêcher les gens d'être malades. Sauf qu'il stagne à un taux moyen de 8% et qu'à 1 M€ de coût le %, il y a de quoi les sensibiliser... On craint bien sûr le burn-out généralisé, mais on ne peut pas faire autrement."



Joël Bouffières justifie sa gestion par les contraintes que l'État lui impose. / J.S.M.